



# LA PRESSE SPORTS

lundi

## TOUTE L'ACTUALITÉ DU WEEK-END

**FORUM**  
L'ERREUR DE MONSIEUR CHAREST  
L'ÉDITORIAL  
D'ANDRÉ PRATTE  
PAGE A10

# LUTTE SERRÉE EN IOWA

## Kerry et Edwards font une percée et devanceraient même Dean

RICHARD HÉTU  
ENVOYÉ SPÉCIAL

DES MOINES, Iowa — Au moment où le président George W. Bush semble en danger, les électeurs démocrates de l'Iowa se réunissent ce soir

pour donner le coup d'envoi à la campagne présidentielle de 2004, qui commence par des caucus incandescents. Au cours de la dernière semaine, les sénateurs John Kerry et John Edwards ont réussi une percée inat-

tendue en Iowa. À la veille des caucus, ils devançaient l'ancien gouverneur Howard Dean dans les intentions de vote, selon un sondage du *Des Moines Register*, le plus important quotidien de l'État. Kerry obtiendrait 26 % des votes, Ed-

wards 23 % et Dean 20 %. L'ex-représentant Dick Gephardt finirait avec 18 % des préférences. Si l'on tient compte de la marge d'erreur du sondage (plus ou moins

» Voir IOWA en A2

25 morts et plus de 100 blessés

# Carnage devant le QG américain à Bagdad

BARRY NEILD  
AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Vingt-cinq personnes, dont apparemment deux Américains, ont été tuées et une centaine d'autres blessées hier dans un attentat suicide devant le quartier général américain à Bagdad, la première attaque de cette ampleur contre ce siège fortifié de la coalition.

L'attentat est survenu à la veille d'une importante rencontre à New York entre l'administrateur américain Paul Bremer, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et une délégation du Conseil de gouvernement transitoire irakien sur un éventuel retour de l'ONU en Irak, souhaité par Washington pour légitimer le processus de transition.

Cet attentat est le premier dans la capitale irakienne depuis le début de l'année et le plus meurtrier à Bagdad depuis ceux qui ont été perpétrés contre le siège de la Croix-Rouge et quatre commissariats de police le 27 octobre 2003 (42 morts).

« Au moins 20 personnes ont péri. Nous avons la confirmation que des citoyens américains figurent parmi les tués. Leur nombre est de deux, mais nous attendons la confirmation finale », a déclaré le général américain Mark Kimmitt à Bagdad.

» Voir CARNAGE en A2

## Denys Arcand et Marie-Josée Croze personnalités de l'année



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse*, et Daniel Gourd, vice-président principal de la télévision française de Radio-Canada, accompagnent le réalisateur du film *Les Invasions barbares*, Denys Arcand, couronné Personnalité de l'année hier soir lors du Gala Excellence *La Presse*-Radio-Canada.

## L'effort récompensé au Gala Excellence *La Presse*-Radio-Canada

NATHAËLLE MORISSETTE

L'année s'amorce sur une note positive pour le réalisateur du film *Les Invasions barbares*, Denys Arcand, et pour l'actrice Marie-Josée Croze, qui ont tous deux remporté le prix de la Personnalité de l'année au 20<sup>e</sup> Gala Excellence *La Presse*-Radio-Canada, qui se tenait hier à la Maison de Radio-Canada.

Décidément, depuis la sortie de son film, Denys Arcand ne reçoit que des honneurs — y compris le prestigieux prix du meilleur scénario au Festival de Cannes, où Marie-Josée Croze a pour sa part remporté le prix d'interprétation féminine. « L'année 2003 a été une excellente année pour moi, avait confié le cinéaste à *La Presse*, peu de temps avant le gala. Je suis mis en

nomination partout. J'en viens même à penser que je vais remporter un prix d'horticulture ! » dit-il en riant. En allant chercher son prix, il a toutefois paru surpris : « C'est la deuxième fois que je reçois cette distinction et je suis très étonné. » La comédienne Marie-Josée Croze ne pouvait assister à l'événement mais elle a, en direct de Paris, re-

mercié l'équipe de comédiens avec qui elle a travaillé dans *Les Invasions barbares*. « J'espère que vous ne regretterez pas de m'avoir donné ce prix », a-t-elle ajouté. Au fil des ans, des personnalités issues de tous les milieux ont été honorées. L'an dernier, le grand chef du Grand Conseil des Cris,

» Voir GALA en A2

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
Bush veut envoyer un homme sur Mars. Si c'est lui qui y va, on est pour !

### AUJOURD'HUI

Bandes dessinées	AFFAIRES 9
Bridge	AFFAIRES 12
Décès	AFFAIRES 13
Feuilleton	AFFAIRES 9
Forum	A 10 et 11
Horaires télévision	ARTS 8
Horoscope	AFFAIRES 12
Loteries	A 6
Mots croisés	AFFAIRES 9 et SPORTS 16
Mot mystère	AFFAIRES 9
Observatoire	AFFAIRES 10
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 8
Quoi faire	AFFAIRES 14

### Météo

Nuageux avec neige, maximum -9, minimum -17, plus de détails en page SPORTS 20



## Un groupe britannique achète la part de Black dans Hollinger

Press Holdings International paiera plus de 600 millions pour acquérir le groupe de presse

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Un conglomérat britannique comprenant des entreprises médiatiques, des hôtels et des magasins de détail paiera plus de 600 millions de dollars pour acquérir le groupe de presse Hollinger Inc., de Toronto, propriété de Conrad Black.

Press Holdings International, un groupe appartenant à David et Frederick Barclay, a annoncé hier avoir signé une entente avec M. Black concernant sa part majoritaire de Hollinger Inc. au prix de 8,44 \$ l'action ordinaire. Si on ajoute des offres pécuniaires pour

des actions privilégiées et autres dettes, la valeur de la transaction s'élève à 605,5 millions de dollars canadiens.

Dans un communiqué publié en fin de journée, Conrad Black a affirmé qu'il lui serait « pénible » de se départir du *London Telegraph* et d'autres journaux mais qu'il valait mieux que ceux-ci ne soient plus pénalisés par les controverses et l'incertitude financière actuelles. « Ils seront entre bonnes mains », a-t-il dit, ajoutant qu'il pourrait ainsi mieux se consacrer à ses problèmes juridiques et à ses relations publiques. Plus tôt, David Barclay avait dé-

claré, dans un communiqué distinct : « Je suis heureux que nous ayons pu conclure cette entente. Je ne doute pas que sous notre direction, Hollinger pourra, à l'aide de notre puissance financière, prospérer. »

Vingt-quatre heures avant cette annonce, Hollinger International, la société de Chicago que M. Black contrôle par l'intermédiaire de Hollinger Inc., avait fait savoir que son conseil d'administration avait destitué l'homme d'affaires d'origine canadienne de son poste de président de la compagnie. La mesure entrerait en vigueur sur-le-champ.

Hollinger International a aussi déposé une poursuite de plus de 200 millions de dollars américains contre M. Black et son associé David Radler de même que deux entreprises qu'ils contrôlent.

Vendredi, la U.S. Securities and Exchange Commission avait obtenu une ordonnance du tribunal à Chicago pour s'assurer que M. Black ne pourrait congédier un comité ad hoc d'administrateurs indépendants chargés d'enquêter sur des allégations d'irrégularités financières.

» Voir BLACK en A21

Participez à **BOURSTAD** 20 000 \$ en prix!

Bourstad est une activité du Cégep@distance et du Collège de Rosemont

cyberpresse.ca/bourstad

Simulation d'investissements financiers dans Internet

**Du 11 février au 8 avril 2004**

- Gérez un portefeuille virtuel de 100 000 \$ pendant huit semaines et gagnez sur tous les plans :
- Développez vos connaissances en matière de stratégies d'investissements financiers
- Apprenez à prendre des décisions autonomes et éclairées
- Courez la chance de gagner un des nombreux prix

Note : L'activité est aussi utilisée dans le cadre de certains cours au secondaire, au cégep et à l'université.

Inscrivez-vous à [www.cyberpresse.ca/bourstad](http://www.cyberpresse.ca/bourstad) (514) 864-4782 ou 1 800 665-6400 poste 44782





# Plus de policiers dans les rues de Montréal

Une réorganisation majeure des 49 postes de quartier est entrée en vigueur dimanche dernier

RAYMOND GERVAIS

Sept ans après la création de la police de quartier, le Service de police de la Ville de Montréal vient de procéder à une réorganisation majeure de ses 49 postes de quartier.

Le but visé de l'exercice consistait à améliorer la police de quartier afin de mieux répondre aux besoins de la population en plus de rendre plus efficace son personnel.

Depuis dimanche dernier, 14 voitures de patrouille supplémentaires sillonnent les rues de la ville. Au moins 37 policiers sont affectés à chacun des 49 postes de quartier, dont 20 ont été jumelés sous une seule direction, pour un total de 39 unités administratives. De plus, un enquêteur a été affecté à chacun des

postes de quartier. Son travail consiste à faire le lien entre les patrouilleurs, le commandant du poste et les sections d'enquêtes spécialisées. Il est également chargé de certaines enquêtes simples et a aussi un rôle de conseil et de soutien auprès des patrouilleurs.

Dans une entrevue accordée à *La Presse*, le directeur du SPVM, Michel Sarrazin, a expliqué que la décision de réaménager les postes de quartier avait été prise en mai 2002 après de nombreuses consultations auprès de la population, de la Fraternité des policiers et des élus.

« Nous avons fait une évaluation de ce qui fonctionnait et de ce qui fonctionnait moins bien. Puis, nous avons décidé de corriger certaines choses pour mieux répondre aux attentes de la population », a déclaré le directeur.

M. Sarrazin a confié que les plus petits postes de quartier avaient de la difficulté à fonctionner à cause d'un manque d'effectif. Avec le jumelage de certains postes, la difficulté est contournée. De plus, dans chaque poste, un lieutenant superviseur seconde maintenant le commandant.

Le directeur a rappelé que, il y a sept ans, la décision de regrouper les enquêteurs dans les centres opérationnels était bonne puisque le taux de résolution des crimes est passé de 22 à 30 %. « Mais le problème, c'est que les enquêteurs étaient loin des jeunes policiers. L'arrivée d'un sergent-détective dans chaque poste va combler cette lacune. »

Peter B. Yeomans, président de la Commission de la sécurité publique, estime pour sa part que la po-

pulation y trouvera satisfaction puisque plus de policiers patrouilleront à pied. Dorénavant, les 2000 patrouilleurs des postes de quartier devront faire 10 jours de patrouille à pied par année, ce qui se traduit par 20 000 jours annuellement.

Les nouveaux postes de quartier mettront en outre l'accent sur la « petite criminalité », celle qui touche directement les citoyens : gangs de jeunes, graffitis, errance, prostitution, vente de stupéfiants dans la rue et incivilité générale.

Au chapitre de la circulation et de la sécurité routière, chaque poste de quartier aura un agent affecté à la sécurité routière. Les opérations radar reviendront en force. Le SPVM a reçu de nombreuses plaintes à ce chapitre depuis quelques années. Le respect des arrêts obligatoires, des feux rouges et des li-

mitations de vitesse semble être passé de mode.

M. Sarrazin assure également que les policiers feront un suivi avec les citoyens plaignants peu importe le dénouement des enquêtes — une autre demande du public lors des consultations.

Le directeur a tenu à préciser que la réorganisation avait été faite en collaboration avec la Fraternité des policiers du SPVM. La Fraternité a d'ailleurs été présente à tous les ateliers et a donné son appui lors d'une séance publique de la Commission de sécurité publique sur le plan d'optimisation de la police de quartier.

À compter de cette semaine, le SPVM expédiera par la poste une brochure intitulée *À votre service de police*, laquelle explique la réorganisation.

## Sports d'hiver Enfin le retour de températures plus clémentes



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

L'hiver peut parfois être très agréable, lorsque Dame Nature se montre plus clément. À Montréal, de nombreux adeptes de sports d'hiver ont pu enfin pratiquer leurs activités préférées. Robert Brousseau et son chien, Roxie, en ont profité pour glisser au parc du Mont-Royal, hier.

## Les pyramides olympiques pourraient être vendues

TRISTAN PÉLOQUIN

Le Village olympique et ses deux pyramides, propriétés de la firme torontoise MetCap Living depuis 1998, pourraient être vendues sous peu à des intérêts israéliens.

Selon le journal *Les Affaires*, une entente de principe est récemment intervenue entre l'entreprise et un groupe d'investisseurs étrangers apparentés au groupe israélien El Ad, lequel a fait beaucoup d'acquisitions immobilières au Québec ces dernières années. La transaction prévoirait également le rachat de l'ensemble du portefeuille immobilier de MetCap Living, qui compte pas moins de 8000 logements au Canada. L'ensemble de la transaction est évalué à plus de 750 millions.

Joint hier par *La Presse*, le porte-parole de MetCap Living pour le Village olympique, Marcel Barthe, a indiqué que, si la vente se concrétise, le controversé projet domiciliaire de 2100 logements prévu par MetCap Living à proximité du parc Maisonneuve « ne serait vraisemblablement pas annulé ».

Ce projet, évalué à 400 millions, a déjà fait l'objet de deux refus par le conseil d'arrondissement de Rosemont/Petite-Patrie. Il prévoyait dans sa dernière mouture le passage d'une rue sur une partie du terrain d'exercice du golf municipal du parc Maisonneuve, ainsi qu'à l'endroit où se trouvent des jardins communautaires. Pour compenser, MetCap proposait une échange de terrains à l'arrondissement, mais cette solution a été rejetée.

Selon M. Barthe, ces plans ont été retravaillés depuis par un groupe d'architectes et d'urbanistes, qui présenteront sous peu une nouvelle version du projet.

## EN BREF

### Premier meurtre de l'année à Montréal

Un jeune homme de 19 ans a été assassiné en fin de soirée, samedi, à Montréal, dans l'arrondissement de LaSalle, à la suite d'une bagarre entre deux groupes d'individus à l'angle des rues Jean-Milot et des Oblats. Le jeune homme, blessé au thorax, a été conduit à l'hôpital par un ami, mais les médecins n'ont pu lui sauver la vie. Hier, les enquêteurs de la section des homicides de la police de Montréal recherchaient toujours d'éventuels témoins de l'agression. Interrogé par les policiers, l'ami qui a amené le jeune homme à l'hôpital leur a raconté tout ce qu'il savait. La police ne détient actuellement aucun suspect. Ce meurtre est le premier de l'année à Montréal.

### Un avenir sans tabac

C'est sous le thème « J'arrête pour moi et j'en suis fier ! » que se déroule cette année la Semaine québécoise pour un avenir sans tabac, qui débute aujourd'hui. L'an dernier, des milliers de fumeurs avaient décidé de se libérer de la cigarette durant cette semaine, qui s'adresse particulièrement aux 426 000 fumeurs qui envisagent de cesser de fumer au cours des six prochains mois. Coordonnée par le Conseil québécois sur le tabac et la santé, cette campagne est rendue possible grâce à l'appui du ministère de la Santé et des Services sociaux et à la collaboration de plus de 50 organismes et entreprises. Le problème du tabagisme est plus que jamais d'actualité puisque 1,5 million de personnes de 15 ans et plus fument toujours au Québec. Le tabac demeure la première cause de décès évitable et est responsable de 33 morts par jour au Québec, soit 12 000 par année.

## Le Salon de l'auto: un franc succès

RAYMOND GERVAIS

Le 36<sup>e</sup> Salon de l'automobile de Montréal, qui a pris fin hier, aura connu un franc succès et franchi le cap des 210 683 visiteurs, une augmentation de 49,4 % par rapport à l'année dernière.

Jean-François Couture, vice-président et directeur du Salon, attribue la popularité de l'événement cette année à l'emplacement, à la qualité de l'exposition et au temps froid de la dernière semaine. M. Couture a toutefois reconnu que l'assistance de l'an dernier (141 000 visiteurs) était relativement facile à surpasser si on la compare à la moyenne de fréquentation des salons, qui est de 239 000 visiteurs.

Le Palais des congrès de Montréal n'a pas été construit pour accueillir le Salon de l'auto, mais un peu d'amé-

nagement a rendu ses corridors et salles d'exposition conformes aux exigences de l'événement. Tout indique que le public a mieux apprécié l'exposition cette année. Samedi soir, 185 874 visiteurs avaient franchi les tourniquets depuis l'ouverture, comparativement à 124 313 en novembre 2002. De plus, le Salon a eu lieu cette année en janvier — l'expérience du mois de novembre 2002 avait été désastreuse — dans un Palais des congrès dont les travaux d'agrandissement étaient terminés.

Toutefois, le Salon de l'auto est bien loin de son record d'il y a 10 ans, alors qu'il avait accueilli 272 000 visiteurs dans l'aire de jeu du Stade olympique. Lors de la dernière exposition, qui s'était tenue au Stade à l'hiver 2002, un total de 182 000 visiteurs avaient franchi les tourniquets.

M. Couture a expliqué que le taux

de satisfaction des visiteurs semblait très élevé, tant au chapitre des véhicules exposés que des lieux. Le Salon se tenait sur trois niveaux facilement accessibles par escaliers mobiles. Selon lui, le Palais des congrès est un bel endroit pour un tel événement. Les stands des constructeurs étaient bien disposés et fonctionnels.

Lors du Salon, 37 modèles de véhicules vendus au Canada ont été dévoilés, dont six primeurs nord-américaines. Au total, 650 véhicules ont été présentés par les différents manufacturiers. Mais il y avait quand même de grands absents, dont la PT Cruiser décapotable, de DaimlerChrysler, qui sera pourtant en vente au Canada l'été prochain. Il semble que les constructeurs aient décidé de présenter à Montréal des véhicules qui peuvent se vendre immédiatement.

Il y en avait néanmoins pour tous les goûts et toutes les bourses, de 13 500 \$ jusqu'à 1 million pour un véhicule.

L'an prochain, le Salon de l'auto se tiendra à nouveau au Palais des congrès puisque ce n'est pas avant quelques années qu'un nouveau toit sera installé sur le Stade olympique afin de permettre la tenue d'événements durant la saison froide.



## ACTUALITÉS

# Premier raid canadien en Afghanistan

TERRY PEDWELL  
PRESSE CANADIENNE

KABOUL — Les soldats canadiens ont effectué un raid contre des installations à Kaboul hier matin, et ils ont procédé à l'arrestation de présumés terroristes ainsi qu'à la saisie de drogue, d'armes et d'argent, dans le cadre de leur première offensive depuis leur arrivée en Afghanistan, en août dernier.

Après avoir encerclé en douce les lieux, dans les quartiers sud de la capitale afghane, les militaires canadiens, fortement armés, n'ont eu besoin que de quelques secondes pour en escalader les murs de brique et de terre, de trois mètres de hauteur, avant de pénétrer dans les édifices à l'intérieur.

Des cris comme « Couchez-vous, couchez-vous ! » ont pu être entendus lorsque les 49 occupants des lieux, encore endormis, se sont retrouvés en présence des soldats.

« Par ici, par ici », a lancé un militaire après avoir découvert plusieurs hommes groupés près d'une remise, dans un coin de la cour. Des fusils ont été pointés et des portes enfoncées, tandis que les enfants étaient envoyés auprès de leur mère, lors de cette opéra-

tion préparée depuis plusieurs jours. « C'est en vue de ce type d'opération que nous nous entraînons encore et encore au Canada », a affirmé le major John Vass, commandant de la compagnie des parachutistes du troisième bataillon du groupe-bataillon du Royal Canadian Regiment (3 RCR).

« C'était très bien pour les soldats. Ils ont enfin pu prendre part à une vraie attaque », a-t-il ajouté. De concert avec la police de Kaboul, près de 200 militaires canadiens ont lancé ce raid dans l'espoir de capturer certains des plus importants trafiquants de drogue de la ville.

Un seul coup de feu a été tiré, afin d'ouvrir une porte. Un soldat a par ailleurs été blessé légèrement à une jambe, en plus de subir une coupure au visage, lorsqu'il a fait une chute dans une fosse d'égout située dans la rue, à l'extérieur du site.

L'attaque a donné lieu à l'arrestation de 16 hommes. Ces derniers, âgés de 16 à 60 ans, sont soupçonnés d'avoir pris part au trafic de stupéfiants, permettant ainsi de financer les opérations des groupes terroristes en Afghanistan.

Deux fusils d'assaut AK-47 ont également été saisis, de même que plusieurs sacs de plastique remplis d'argent et de drogue.



Des soldats des Forces armées canadiennes escortent des suspects, après avoir trouvé de la drogue, de l'argent et des armes.

PHOTO TERRY PEDWELL, PRESSE CANADIENNE

## Vache folle: des cas latents chez l'humain?

CHRIS MORRIS  
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — S'il est établi que consommer de la viande contaminée par l'encéphalopathie spongiforme bovine (vache folle) peut causer chez l'humain une variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, de récentes expériences indiquent que cela peut aussi causer la forme classique de cette maladie.

Lorsqu'on leur a injecté par l'agent infectieux, des souris au cerveau modifié par des gènes humains ont développé la variante humaine de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, alors que d'autres souris ont présenté la forme classique. Cette dernière, à l'issue rapidement fatale, touche les gens âgés de plus de 55 ans et affecte en moyenne une personne sur un million par année.

La question est maintenant de savoir s'il n'y a pas une épidémie de cas classiques de Creutzfeldt-Jakob en veilleuse chez ceux qui ont consommé de la viande contaminée, a déclaré Neil Cashman, professeur de médecine à l'Université de Toronto. Par ailleurs, des cas classiques de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ont déjà été confondus avec la maladie d'Alzheimer, d'où la possibilité de mauvais diagnostics plus fréquents qu'on le pense.

### EN BREF

## La dette du PLC effacée par les surplus de campagne de Martin

Le premier ministre Paul Martin a remis au Parti libéral 3,8 millions de fonds non utilisés provenant de sa campagne dans la course à la direction, afin d'aider le parti à effacer sa dette, alors que des élections s'annoncent pour le printemps. C'est sans aucun doute « une très bonne nouvelle », a commenté hier le président du parti, Mike Eizenga, à l'issue d'une réunion de la direction à Edmonton. M. Martin avait recueilli plus de 12 millions, le plus souvent auprès d'entreprises et de riches particuliers, pour sa campagne victorieuse à la direction.

Ce surplus de 3,8 millions de M. Martin indique que ses dépenses pour la campagne ont atteint environ 8 millions, soit deux fois la limite prévue. Certains ont soutenu que cela revenait à bafouer les règles, mais M. Eizenga a maintenu que ces dispositions étaient raisonnable compte tenu de la taille du pays, de l'importance des déplacements et de la durée de la campagne.

Le Parti libéral profitera aussi d'une manne de 9 millions de fonds publics qui lui seront versés cette année, par suite de la loi qu'a fait adopter l'ex-premier ministre Jean Chrétien juste avant de quitter ses fonctions. Cette nouvelle loi réduit considérablement le montant autorisé des dons versés par des sociétés, des syndicats et des groupes de pression aux partis politiques.

## Le Canada surveille les navires américains

Les autorités fédérales ont demandé à la garde côtière de surveiller ses vis-à-vis américains en visite dans des ports canadiens, selon des documents obtenus par la Presse Canadienne en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Après les attentats du 11 septembre 2001, les autorités canadiennes ont réalisé que des navires de la marine américaine pourraient être l'objet d'attentats sur le territoire canadien. C'est pourquoi, cinq mois après les attentats, la garde côtière canadienne a commencé à surveiller les allées et venues des navires américains lorsqu'ils naviguent dans les eaux canadiennes.

Une requête fédérale présentée le 18 février 2002 demande si des navires américains étaient alors en visite au Canada ou si une telle visite était prévue. Il s'avère que l'effort de surveillance des navires américains a été abandonné peu de temps après avoir commencé.

Il n'y a jamais eu de danger imminent, a déclaré un porte-parole des garde-côtes, Steve Outhouse. « Nous n'avons jamais eu d'information sur un danger précis. Il s'agissait simplement d'une collecte de renseignements. Après le 11 septembre, les autorités sont devenues beaucoup plus soucieuses pour la sécurité en général. » Selon M. Outhouse, les autorités craignaient la possibilité d'un attentat comme celui commis contre le destroyer américain *Cole* au Yémen en octobre 2000, et mis sur le compte du réseau Al-Qaeda.

Presse Canadienne

## La GRC perd des millions

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a perdu la trace d'articles valant plusieurs millions de dollars et ayant été achetés à l'occasion du sommet du G8, en Alberta, en juin 2002, révèle un rapport venant d'être rendu public.

« Nous avons identifié plusieurs faiblesses relatives à la gestion et à la localisation de l'inventaire lors du sommet du G8 à Kananaskis », lit-on dans le rapport de vérification. Les policiers fédéraux avaient procédé à l'achat d'une panoplie d'articles, notamment des lampes de poche, des casques de protection, du matériel informatique et des postes de réception.

Presse Canadienne

## Apprendre l'anglais? Yes sir!

Dix officiers de l'Armée nationale afghane viennent de commencer un entraînement intensif à l'ancien Collège militaire de Saint-Jean-sur-Richelieu, où ils perfectionneront pendant 16 semaines le maniement... de l'anglais. Ces 10 officiers sont les premiers d'un groupe de 75 soldats afghans qui suivront une formation linguistique semblable au Canada au cours des trois prochaines années, dans le cadre du Programme d'aide à l'instruction militaire du ministère de la Défense. Créé dans les années 60, ce programme, qui bénéficie d'un budget annuel de 12 millions, a déjà permis à des milliers d'officiers militaires de dizaines de pays étrangers d'apprendre l'anglais.

Tristan Pélouquin

SALON  
DU BATEAU

plus de 400  
embarcations!

VENEZ ACCOSTER SUR L'ÎLE

29 janvier  
au  
2 février

Place Bonaventure

**Heures d'ouverture :**  
 Jeudi et Vendredi : 12h00 à 22h00  
 Samedi : 10h00 à 22h00  
 Dimanche : 10h00 à 18h00  
 Lundi : 11h00 à 16h00

**Courez la chance de gagner l'un des 2 prix de 5000\$** applicable sur votre achat en salon.

**Prix d'entrée** (taxes incluses)  
 Admission générale : 10.00\$  
 Étudiants / âge d'or : 7.00\$  
 Enfants accompagnés (6 à 12 ans) : 3.50\$  
 Enfants 5 ans et moins : Gratuit

ASSOCIATION MARITIME  
**AMC**  
DU QUÉBEC

**CITE**  
ROCK détente  
107.3 FM

**CKAC730**  
La radio de l'information

**La Presse**

**TVA**

# Charlevoix

200 ans de tradition touristique!



Visitez notre site internet au [www.tourisme-charlevoix.com](http://www.tourisme-charlevoix.com) et courez la CHANCE DE GAGNER une SEMAINE INOUBLIABLE dans Charlevoix comprenant hébergement, repas gastronomiques et activités pour 2 personnes

et découvrez nos nombreux forfaits hiver 2003-04

**Charlevoix**  
Association Touristique Régionale

1 888 777 9852  
[www.tourisme-charlevoix.com](http://www.tourisme-charlevoix.com)





# YVES BOISVERT

## Les maladies nosocomiales

Quand on est malade, on a le temps de regarder la télévision. On apprend des choses! C'est ainsi que j'ai appris la semaine dernière ce qu'est une infection nosocomiale. Spontanément, j'aurais cru qu'il s'agissait d'une maladie du nez: noso, du latin «narine gauche», et comiale, du saxon «come», arrive. Qui arrive par le nez, à gauche.

Ce n'est pas ça du tout. C'est du grec *nosokomeion*, qui veut dire hôpital. Une maladie nosocomiale s'attrape à l'hôpital grec. Mais malheureusement, elle s'attrape maintenant dans tous les autres hôpitaux également. Un problème de plus en plus aigu.

Ils nous ont expliqué dans le reportage que, conscientes du danger, les autorités sanitaires ont commencé à réagir vigoureusement. À quoi bon guérir quelqu'un si tous ceux qui viennent le visiter tombent malades et en infectent d'autres à leur tour? Ces jours-ci sont propices à la propagation de l'influenza, la grippe, si vous brévez, hu-hum, pardon, la grippe, si vous préférez.

Le reportage montrait une dame souriante qui interceptait les personnes se présentant aux urgences pour les forcer à désinfecter leurs mains. Il y avait une section à part pour les tousses et les fiévreux, qu'on affublait d'un masque pour limiter les risques de propagation de l'influenza. Le personnel de cet hôpital revêt également un masque lorsqu'il risque d'être en contact

avec un patient grippé. C'est là que j'ai reconnu mon hôpital. Mais oui, mais oui, c'était lui! J'étais fier de mon hôpital. Là où je suis allé coucher deux nuits pour accompagner un malade de l'influenza, précisément.

Sauf que ça ne s'est pas du tout passé comme à la télé. Il n'y avait pas de dame avec le désinfectant quand j'y suis allé. Ce n'était peut-être pas son quart. Peut-être ont-ils commencé quand on est partis. Ou juste avant que Radio-Canada arri-

**Quand ils ont diagnostiqué l'influenza à la personne que j'accompagnais, tout le personnel a revêtu le masque rigoureusement. Moi? Il m'est venu à l'idée d'en demander un, vu qu'on ne m'en offrait pas.**

ve. Ou elle est peut-être tombée malade, à force, allez savoir.

Quand ils ont diagnostiqué l'influenza à la personne que j'accompagnais, tout le personnel a revêtu le masque rigoureusement. Moi? Il m'est venu à l'idée d'en demander un, vu qu'on ne m'en offrait pas et que moi je restais dans la chambre. Je ne l'ai pas fait. Bien fait pour moi.

Mon malade était «en isolement». Ils ont rentré un autre patient la deuxième journée. Et l'isolement? Il a l'influenza lui aussi, pas de problème!

C'est là que le virus s'est faulilé jusqu'à moi. Est-ce qu'avec un masque j'aurais évité le virus? Rien n'est moins certain. Sans le virus,

d'autre part, je ne saurais toujours pas ce qu'est une maladie nosocomiale, ayant certainement manqué cet excellent reportage sur mon hôpital, assez drôle finalement. Le rire (même jaune) est un excellent médicament. Et me voici remis.

Soyons contents de voir que des mesures sont prises pour l'influenza, une maladie à peu près programmée annuellement. Il semble que, là où on a travaillé à la prévention, on a obtenu des résultats épatants. Mais soyons inquiets de voir

l'enquêteur principal raconter son travail auprès de l'une des plaignantes importantes de cette affaire. Vous savez que plusieurs personnes à Québec, excitées par certains animateurs de radio, prétendent que des gens qui auraient dû être accusés ne l'ont pas été.

Eh bien! la conclusion du juge Martin est à l'opposé: la Couronne a maintenu au moins une accusation sans raison... de peur de se faire critiquer si elle l'abandonnait! C'est une affirmation grave.

Le juge Martin écrit que l'enquêteur chef Roger Ferland «est un être humain décent (...) profondément troublé par les révélations de son enquête» qui a cru ce que disait cette fille... mais qui a perdu toute distance. Ferland et les autres enquêteurs ont été trop complaisants avec ce témoin. Même après avoir découvert des mensonges clairs dans sa version, ils ont maintenu leur confiance envers elle et même semblé l'aider à refaire sa mémoire. Le juge croit que les policiers et la Couronne ont peur de la réaction populaire s'ils abandonnent le chef d'accusation concernant cette plaignante, dont la crédibilité est devenue fort douteuse.

Le juge va jusqu'à dire que la décision de maintenir cette accusation «n'était aucunement motivée par la valeur ou la prépondérance de la preuve», mais par la répugnance face à l'accusé et à la peur de déclencher les critiques «d'un certain secteur du public à Québec et au sein des médias».

Le juge conclut que la police et la Couronne ont manqué d'objectivité. Et certains médias, au lieu de jouer un rôle de contrepoids, ne font que nourrir l'hystérie. Ça ne donne pas un arrêt de procédure: les procès devraient commencer le mois prochain. Mais ça confirme à quel point c'était une mesure d'hygiène judiciaire salubre que de sortir ces affaires de la ville de Québec.

## Diana: un témoin contredit par son ex-femme

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — L'ex-femme d'un témoin, qui a exclu la thèse du complot visant à tuer la princesse Diana à Paris en 1997, a affirmé que son mari avait menti et qu'elle avait bien vu une Fiat Uno blanche juste avant l'accident de voiture qui a coûté la

vie à Diana, selon l'hebdomadaire *The People*.

Souad Mouffakir, 33 ans, qui réside au nord de Paris, a précisé n'avoir jamais parlé à la police par peur d'être assassinée mais s'est décidée après avoir vu «les mensonges» de son ex-mari, Mohamed Medjahdi, dans le *Daily Mail*, jeudi.

«Je suis absolument convaincu, clair et certain que c'était une tragédie, mais c'était bien un accident», avait déclaré M. Medjahdi, affirmant qu'il n'y avait aucune autre voiture.

«J'ai vu par la vitre arrière une Fiat Uno roulant à très vive allure vers nous, mais au lieu de nous doubler, la voiture s'est stabilisée à notre

hauteur et nous étions côte à côte», a raconté pour sa part Souad Mouffakir, à *The People*.

«Il avait une attitude très bizarre et

j'ai eu peur. La voiture blanche était seulement à quelques centimètres de la nôtre. Je suis restée pétrifiée en regardant le conducteur et je ne oublierai jamais », a-t-elle relaté.

Le couple a alors accéléré juste avant d'entendre, derrière eux, un crissement de pneus et de voir l'accident.

## Un Québécois blessé par une bombe en Algérie

JEAN-FRANÇOIS NÉRON  
LE SOLEIL

QUÉBEC — Un ingénieur québécois, Claude Duplessis, a été grièvement blessé, samedi, en Algérie par un engin explosif dans une zone du pays réputée dangereuse à cause de la menace que laissent peser les bandits et les groupes terroristes.

Le malheureux accident s'est produit samedi vers 15 h 30, heure d'Algérie à Hlou, un lieu situé dans la commune de Boudouaou, qui se trouve à 45 kilomètres à l'est de la capitale, Alger. «L'homme a été conduit à l'hôpital central de l'armée algérienne de Aïn Naadja où il a reçu tous les soins nécessaires», a confirmé hier en fin de journée, André Lemay, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Ce dernier n'avait que des renseignements parcellaires sur la nature et les circonstances de cet accident encore tout récent. «D'après les informations recueillies, enchaîné-t-il, une bombe artisanale serait à l'origine de la déflagration, mais je n'en sais pas davantage sur qui aurait posé ou lancé cette bombe et pourquoi c'a été fait.»

Le porte-parole certifiait que la vie de M. Duplessis n'était pas en danger. Toutefois, le malheureux aurait été grièvement blessé. Selon les renseignements obtenus, il aurait perdu une jambe et on craignait même de ne pouvoir sauver l'autre jambe.

D'ailleurs, le prêtre de l'église Saint-Mathieu de la paroisse Notre-Dame-de-Foy, où vont se recueillir les parents de la victime, a recommandé le ressortissant canadien aux prières des fidèles rassemblés pour la messe dominicale.

La mère de Claude Duplessis est très connue dans la région de Québec. Il s'agit de Suzanne Duplessis, députée du Parti conservateur de Louis-Hébert de 1984 à 1993. Jointe hier au téléphone, la famille de M. Duplessis n'a voulu émettre aucun commentaire sur les événements, préférant vivre ces moments difficiles dans l'intimité.



# mazda

## 2-20

### Nos Dernières 2003

vroum-vroum

À partir de

# 169\$<sup>(1)</sup>

### Protégé SE





### MAZDASPEED PROTÉGÉ

Comptant disponible

# 0\$<sup>(4)</sup>

Sur tout nos modèles

Jusqu'à

# 4000\$<sup>(3)</sup>

De Rabais

### Protégé 5





### MPV

Disponible

# 0%<sup>(2)</sup>

Intérêt  
Jusqu'à 60 mois

## mazda 3

Semaine d'essai-Routier  
vroum-vroum





- Moteur 2.3 litres, 160 ch
- Freins à disques aux 4 roues
- Groupe électrique
- Roues de 16 pouces
- Phares antibrouillards

Venez l'essayer

**Ile-Perrôt**  
1, Don Quichotte

**Mtl 875-1925**  
**(514) 453-3333**

**mazda 2-20**

**D.D.O.**  
3800, boul. des Sources

**Mtl 335-6331**  
**(514) 685-5555**

<sup>(1)</sup> À partir de 1695 pour Protégé berline SE 2003, comptant initial 1175\$ transport, préparation et taxes en sus. <sup>(2)</sup> 0% intérêt jusqu'à 60 mois, sur Mazda MPV 2003. <sup>(3)</sup> Jusqu'à 4000\$ de rabais en financement sur Mazda MPV 2003. <sup>(4)</sup> 0\$ disponible sur tout nos modèles 2003.

# NON

## IL N'EST PAS TROP TARD!



Même en hiver, nous sommes en mesure de traiter efficacement votre véhicule.

Nos équipements spécialisés nous permettent d'éliminer complètement les accumulations de neige, de glace et de calcium emprisonnées sous la carrosserie et le châssis.

En moins de 45 minutes, nous en débarrassons votre auto pour ensuite la traiter avec le plus grand soin. Vous repartez avec un véhicule propre et bien protégé contre la rouille.

## ANTIROUILLE METROPOLITAIN?

Rouille avant que ça rouille!

DÉGLACÉ — SÉCHÉ — TRAITÉ

traitement complet pour seulement **72.95\$** + taxes

# 1866 268-4768

Longueuil - Laval - Anjou  
Pierrefonds - Montréal NDG

Plus de **25** ans  
D'EXPERTISE

[www.antirouille.com](http://www.antirouille.com)

GARAGE RECOMMANDÉ CAA

3148349A



# Layton et le NPD à la conquête du Québec

ISABELLE RODRIGUE  
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Fort d'une remontée dans les sondages et des changements sur l'échiquier politique, le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, n'a pas l'intention de négliger le Québec aux prochaines élections et se met même à rêver à la possibilité d'une percée au Québec.

M. Layton fait le pari qu'un troisième acteur s'immiscera au Québec dans les traditionnels affrontements entre souverainistes et libéraux.

Sa formation politique veut offrir une « alternative » en allant gruger

des appuis chez les « progressistes » des deux clans.

Pour ce faire, le chef néodémocrate avoue candidement, en entrevue, qu'il faudra éviter de répéter les erreurs du passé, notamment celles commises lors des élections de 2000.

Depuis des mois, le NPD travaille activement pour ressusciter sa section québécoise, planifier les assemblées d'investiture qui débiteront à la fin du mois, rebâtir les associations de circonscriptions, tout en faisant connaître davantage le parti et son chef.

Si tout fonctionne comme prévu, le NPD devrait afficher complet et présenter 75 candidats néodémocrates aux prochaines élections au Québec.

Ce ne sera « peut-être pas de grandes étoiles », comme le dit M. Layton, mais des gens bien connus, ancrés dans leur milieu et ayant un réseau de relations.

Ce réseau de contact est d'autant plus essentiel pour le NPD que ces organisations locales ne sont pas aussi développées et importantes que celles du Bloc ou des libéraux.

Optimiste de nature, M. Layton demeure réaliste et admet que la tâche ne sera pas facile. Quand on lui demande si le NPD peut remporter un ou des sièges au Québec, il répond prudemment « c'est possible ».

Dans les coulisses, pourtant, des stratégies du parti admettent que les attentes ne sont pas aussi élevées. Par contre, si de bonnes luttes à

trois se profilent, tout est possible et les choses pourraient basculer.

Le chef du NPD se fait aussi discret sur les circonscriptions qui seront dans la mire. On peut d'ores et déjà avancer sans se tromper que Manicouagan, sur la Côte-Nord, où la révélation de la course à la direction, Pierre Ducasse, est sur les rangs. L'attention du NPD se tournera probablement aussi vers quelques circonscriptions montréalaises, Outremont ou Laurier, par exemple, où l'électorat néodémocrate a toujours été plus présent qu'ailleurs.

Mais peu importe le résultat des prochaines élections, le NPD peut difficilement faire pire qu'en 2000, où il avait récolté un maigre 2 % des votes au Québec.

« Nous n'allons pas, comme dans le passé, laisser un grand nombre de circonscriptions avec un nom sur le bulletin de scrutin et c'est tout. Ça ne va pas arriver », lance M. Layton, d'un ton catégorique, promettant une campagne d'un océan à l'autre deux ou trois fois plus importante que ce que le NPD avait l'habitude d'offrir. Les plus récents sondages démontrent une remontée du NPD dans les intentions de vote des Québécois, où il se situe entre 8 et 10 %. Sur la scène canadienne, le NPD irait chercher environ 17 % des votes, selon les sondages.

Si, à première vue, le pourcentage obtenu au Québec semble encore faible, la différence aurait un impact important dans les coffres du parti.

## POLITIQUE

# Où vont les pétitions adressées à l'Assemblée nationale?

GILLES NORMAND

QUÉBEC — Les citoyens qui, à l'occasion, apposent leur nom sur une pétition pour se faire entendre des élus relativement à une situation qui les préoccupe ont sans doute l'impression que quelqu'un en autorité, quelque part, va enfin se mettre à l'écoute de leurs doléances et qu'une solution sera apportée au problème.

Certains autres, plutôt désabusés, acceptent de signer une pétition parce qu'ils reconnaissent son bien-fondé mais ne se font guère d'illusions quant à l'influence de ce geste collectif.

Mais dans les deux cas, la démarche n'est pas moins suffisamment importante pour qu'on s'attende, à tout le moins, à une réponse. Qu'advient-il de ces pétitions ?

Selon la procédure, une pétition doit être adressée au secrétaire général de l'Assemblée nationale. Elle est généralement remise à un député qui la présente et en lit le texte devant la Chambre, une fois obtenu le consentement des leaders parlementaires du gouvernement et de l'opposition officielle. Mais il arrive fréquemment qu'une pétition, présentée comme non conforme parce que le consentement des leaders n'a pas été obtenu, est quand même lue, le consentement étant donné tardivement. La pétition est ensuite conservée au secrétariat de l'Assemblée nationale durant sept jours et parfois plus, pour consultation.

« Il peut arriver que des citoyens veuillent en vérifier le texte ou les signatures », explique Denise Poirier, du secrétariat de l'Assemblée nationale.

Ce délai passé, la pétition est acheminée au député qui en a fait la présentation en Chambre. Il la retourne généralement au groupe qui en avait pris l'initiative. « Les pétitions ne sont jamais détruites », assure M<sup>me</sup> Poirier.

Jean-Pierre Charbonneau, député péquiste de Bordsuas et président de l'Assemblée nationale du 12 mars 1996 au 30 janvier 2002, croit que des députés conservent ces pétitions dans leurs classeurs, d'où elles doivent bien finir par disparaître. Toutefois, on conserve dans les annales de l'Assemblée nationale

le libellé des pétitions, le nombre de signataires et la date de leur présentation.

Une vie éphémère, quoi ! Déjà qu'au moment de la lecture du document en Chambre, un grand nombre d'élus n'écoutent pas... Mais il arrive que certaines suscitent un débat. « Les pétitions qui retiennent l'attention sont celles qui ont un nombre suffisamment élevé de signatures (200 000 ou 400 000) pour que les journalistes s'y intéressent. À ce moment, cela peut avoir un impact », estime M. Charbonneau.

Le député déplore qu'on ne réponde pas aux pétitions. Lorsqu'il était président de l'Assemblée nationale, il avait été à l'origine d'une entente entre les formations politiques en vertu de laquelle les ministres concernés par les problèmes que soulevaient les pétitions disposaient de 60 jours pour y répondre. « Ils pouvaient faire l'objet d'un questionnaire à l'Assemblée nationale si une pétition restait sans réponse », dit M. Charbonneau.

Cette façon de faire s'est poursuivie de 1998 jusqu'à la fin du mandat de Louise Harel comme présidente de l'Assemblée nationale, soit jusqu'aux élections générales du 14 avril 2003.

Quand les libéraux de Jean Charest ont pris le pouvoir, l'ADQ a échoué dans sa tentative d'obtenir un droit de parole correspondant davantage au pourcentage de votes qu'il avait récoltés. Le chef, Mario Dumont, a réagi en refusant de donner son assentiment à l'entente intervenue sous la présidence de Jean-Pierre Charbonneau, qui faisait en sorte que le président était élu au scrutin secret. On retournait donc à l'ancienne formule selon laquelle le premier ministre soumettait le nom d'un député de son choix et le chef de l'opposition était appelé à donner son accord. Les libéraux avaient réagi en tenant un scrutin secret, après quoi le premier ministre a soumis le nom de Michel Bissonnet, qui est devenu président.

L'entente concernant les réponses que les ministres devaient formuler aux groupes qui soumettent des pétitions a donc disparu du même coup. « On a jeté le bébé avec l'eau du bain », dit M. Charbonneau.

Personne n'est tenu de répondre aux pétitions.



La meilleure formation commence par la meilleure information

Séances d'information

M.B.A. (en français, en anglais, M.B.A.-Santé) mardi 20 janvier, 18 h 30

Maîtrise ès sciences de la gestion (M.Sc) mardi 27 janvier, 18 h

D.E.S.S. en gestion de la chaîne logistique jeudi 29 janvier, 18 h 30

D.E.S.S. en gestion jeudi 29 janvier, 18 h 30

D.E.S.S. en fiscalité et Maîtrise en droit, option fiscalité mardi 3 février, 18 h 30

D.E.S.S. en commerce électronique mardi 3 février, 18 h 30

Maîtrise ès sciences en commerce électronique mardi 3 février, 18 h 30

D.E.S.S. en communication marketing mardi 17 février, 18 h 30

www.hec.ca/programmes

HEC Montréal  
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal  
Métro Université de Montréal

HEC MONTRÉAL

Apprendre et entreprendre



HEC Montréal est la seule école de gestion en Amérique du Nord à détenir cette triple reconnaissance internationale hautement convoitée.

**INSTITUT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU COLLÈGE DE MAISONNEUVE**

**Nos ATELIERS INTENSIFS de micro-informatique**

**LA SOLUTION à vos besoins de formation ponctuelle et immédiate!**

- Formation de courte durée
- Le jour, le soir, la fin de semaine
- Environnements Mac, Windows et Linux
- Cours menant à la certification Cisco CCNA
- NOUVEAU : transition vers Office XP

Horaires complets : [www.cmaisonneuve.qc.ca/iti](http://www.cmaisonneuve.qc.ca/iti)

Information et inscription : (514) 251-1444, poste 4811

**CRTC AUDIENCE PUBLIQUE DU CRTC Canada**

Le CRTC vous invite à participer à une audience publique à partir du 1 mars 2004 à 9 h30, au World Trade and Convention Centre, 1800, rue Argyle, Halifax (N.-É.), afin d'étudier les demandes suivantes:

26. L'ENSEMBLE DU CANADA. VISION TV : CANADA'S FAITH NETWORK/RÉSEAU RELIGIEUX CANADIEN demande l'autorisation d'effectuer une réorganisation corporative de ses entreprises de programmation de télévision spécialisée, 27. L'ENSEMBLE DU CANADA. GLOBAL TELEVISION NETWORK INC. ET GROUPE TVA INC. demandent l'autorisation d'acquiescer les intérêts que détient présentement Rogers Broadcasting Limited, soit 9,9 % de la société, 28. L'ENSEMBLE DU CANADA. 1225520 ONTARIO INC. demande l'autorisation d'acquiescer les actifs des services numériques de télévision spécialisée de catégorie 2, The Short Film Channel, The Love Channel et The Horror Channel, de Boxer Four Entertainment Inc. et d'obtenir des licences lui permettant ainsi de poursuivre l'exploitation de ces entreprises. Pour plus d'informations sur chacune de ces demandes et pour connaître les localités où les examiner, veuillez consulter l'avis d'audience publique. Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2. Vous pouvez également soumettre votre intervention par fax au (819) 994-0218 ou par courriel au: [procedure@crtc.gc.ca](mailto:procedure@crtc.gc.ca). Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le 5 février 2004 et DOIVENT inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations: 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet: <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence: Avis d'audience publique CRTC 2003-12.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes / Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Loto Québec		Résultats	
Loto 649		Tirage du 2004-01-17	
GAGNANTS	LOTS	6/6	1 5 000 000,00 \$
5/6+	6	5/6+	100 143,40 \$
5/6	224	5/6	2 145,90 \$
4/6	12 550	4/6	73,40 \$
3/6	239 621	3/6	10,00 \$
Complémentaire: (14)		Ventes totales:	14 226 550 \$
		Prochain gros lot (appr.):	2 000 000 \$

Loto Québec		Résultats	
Loto 49		Tirage du 2004-01-17	
GAGNANTS	LOTS	6/6	1 1 000 000,00 \$
5/6+	1	5/6+	50 000,00 \$
5/6	19	5/6	500,00 \$
4/6	1 172	4/6	50,00 \$
3/6	23 156	3/6	5,00 \$
Complémentaire: (24)		Ventes totales:	655 142,00 \$

Loto Québec		Résultats	
Double Jeu 49+		Tirage du 2004-01-17	
GAGNANTS	LOTS	10 15 18 21	141 354,61 \$
11 35 38 45	61	409,84 \$	
22 41 47 48	48	520,83 \$	

Extra		Tirage du 2004-01-17	
NUMÉRO	476255	NUMÉRO	781644

Extra		Tirage du 2004-01-18	
NUMÉRO	449	NUMÉRO	8557

Panorama		Tirage du 2004-01-18	
09	13	14	18
20	23	31	32
38	46	49	52
53	55	59	60
61	64	68	69

Super 7		Prochain gros lot 80M le 23 JANVIER 2004	
		25 000 000 \$	



**HOMME À TOUT FAIRE AVEC CAMION.**

**TRAVAILLERAIT GRATIS.\***

DÉMÉNAGEMENT, TRANSPORT DE CHARGES, TRAVAUX TOUTS GENRES, JE SUIS VOTRE HOMME.

DEMANDEZ JOE AU 1 866 587-2553

DEMANDEZ JOE 1 866 587-2553

DEMANDEZ JOE 1 866 587-2553

DEMANDEZ JOE 1 866 587-2553

DEMANDEZ JOE 1 866 587-2553

DEMANDEZ JOE 1 866 587-2553

N'importe quoi, n'importe quand.

Le tout nouveau Tundra Double Cab 2004, maintenant offert.

Qui ne ferait pas n'importe quoi, n'importe quand, juste pour le plaisir de s'en servir ? Le pick-up grand format Toyota Tundra Double Cab 2004 a une capacité de charge utile atteignant les 1 860 lb (sa caisse de chargement est l'une des plus longues et des plus profondes de sa catégorie). Pour remarquer, c'est tout un costaud que vous avez là, doté d'un V8 FORCE-i de 4,7 litres qui ne demande qu'à montrer de quoi il est capable avec son imposant couple de 315 lb-pi. Quand la situation se corse, le robuste cadre de châssis en échelle, l'empattement de 140,6 po et la boîte automatique 4 rapports à commande électronique, tous de série, vous permettent de prendre les choses en douceur. Et pour joindre le confort à l'agréable, le Tundra possède un habitacle spacieux avec des sièges pleine grandeur où vous et quatre équipiers serez contents de faire de longs trajets. Pour en apprendre davantage, voyez votre concessionnaire Toyota ou appelez Joe au 1 866 587-2553.



\* Important : Toujours bien arrimer la charge avant de prendre la route. \* Vous ne joindrez pas d'homme qui travaillerait gratis au 1 866 587-2553, certes, mais on vous y fournira une foule de renseignements sur le tout nouveau Tundra Double Cab.



# faites



**40 % à 50 %  
de rabais**  
oreillers, couettes  
et couvre-matelas  
Healthy Living® et Wamsutta

**40 % de rabais**  
serviettes classiques unies  
Ralph Lauren



**11,99 \$**  
coussins en chenille

**17,99 \$**  
jeux de napperons,  
8 pièces

**24,99 \$**  
jetés

## Liquidation multirayon

### FEMME

**maintenant  
39,99 \$**  
choix de pantalons  
automne-hiver pour elle  
Style&co., Maxfield,  
mac & jac et Melrose.  
Tailles courantes et petites.  
Prix originaux  
54,99 \$ à 68 \$.

**maintenant  
39,99 \$**  
choix de jeans  
pour elle  
Tommy Jeans,  
Buffalo, Hot Kiss,  
Mudd et LEI.  
Prix originaux  
59,99 \$ à 69,99 \$.

**jusqu'à  
50 %  
de rabais**  
sélection mode  
automne-hiver  
**Mantles<sup>mc</sup>**  
pour elle  
Tailles courantes  
et petites.

**jusqu'à  
50 %  
de rabais**  
choix de sacs à  
main, portefeuilles,  
écharpes,  
ceintures, gants,  
chapeaux d'hiver  
et articles chauds

**40 %  
de rabais**  
tenues  
d'extérieur  
automne-hiver  
pour elle

**jusqu'à  
40 %  
de rabais**  
choix mode pour elle  
Liz Claiborne, Jones New  
York, Tommy Hilfiger,  
Nygård Collection, Alia,  
Alia Sport et autres.  
Tailles courantes et petites.

### BIJOUX, CHAUSSURES ET LINGERIE

**jusqu'à 50 %  
de rabais**  
superchoix de chaussures  
et de bottes pour tous

**jusqu'à 50 %  
de rabais**  
tenues de nuit, peignoirs,  
dessous de jour, soutiens-  
gorge mode, slips  
et dessous chauds

**30 % de rabais  
additionnel**  
bijoux et montres  
à prix déjà réduit  
Sur nos derniers prix étiquetés.

# SOLDE BALAYAGE... on parle de millions!

MEUBLES GROS ÉLECTROS APPAREILS ÉLECTRONIQUES DUOS-SOMMEIL



DU LUNDI 19 AU DIMANCHE 25 JANVIER

# provision

## ACHATS-CHOC

## GRANDES MARQUES, PRIX EXTRA!

**34,99 \$**  
jean Jones  
New York  
Sport  
pour elle



**1,99 \$** ch.  
vaisselle  
en stock suivi

Dans le lot : assiettes, assiettes  
à salade, bols et chopes.

**9,99 \$** serviette de bain  
serviettes Santens  
à jacquard en relief  
Tout coton. Choix de couleurs.

**49,99 \$**  
brodequin de travail  
en cuir pour homme

**12,99 \$**  
trios de chaussettes  
sport DKNY pour lui  
Prix de comparaison 18,50 \$.

**40 % de rabais**  
montres  
Anne Klein, Bulova, Guess,  
Swiss Military et autres.

## À L’AFFICHE

### FOYER

**jusqu'à  
25 %  
de rabais**  
appareils  
électroniques :  
modèles de rayon  
sans suite  
Sur nos prix étiquetés.

**240 \$  
de rabais**  
duo-lessive  
Beaumarck®  
Modèles nos 56251 et 67251.  
Prix original 1 199,96 \$.  
Maintenant 959,96 \$.

**maintenant  
598 \$ à 998 \$**  
liquidation  
de canapés  
Prix originaux  
1 199 \$ à 1 999 \$.

**30 %  
de rabais  
additionnel**  
litterie  
et couvertures  
à prix déjà réduit  
Sur nos derniers prix étiquetés.

**15 %  
de rabais  
additionnel**  
duos-sommeil :  
modèles de rayon  
sans suite à prix  
déjà réduit de 60 %  
Sur nos derniers prix étiquetés.

### HOMME

**maintenant  
19,99 \$**  
hauts en molleton  
et pulls  
Global Mind®  
automne-hiver  
Prix original 29,99 \$.

**maintenant  
29,99 \$**  
hauts  
tout-aller  
Perry Ellis et ToGo<sup>mc</sup>.  
Prix originaux  
45 \$ à 55 \$.

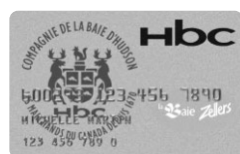
**maintenant  
49,99 \$**  
pantalons  
Mantles<sup>mc</sup>  
en velours  
côtelé  
Prix original 70 \$.

### ENFANT

**maintenant  
7,99 \$** ch.  
hauts et pantalons  
molletonnés Outline®  
pour garçon  
Tailles 2 à 16.  
Prix originaux  
9,99 \$ et 11,99 \$.

**maintenant  
9,99 \$** ch.  
hauts à manches  
longues ToGo<sup>mc</sup>  
pour fille  
Tailles 2 à 16.  
Prix originaux  
16,99 \$ et 19,99 \$.

Les articles annoncés ne sont pas tous offerts à la Baie, Place Versailles. Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Notre meilleur prix chaque jour », « Atout griffé », « Achat-choc » et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Précisions en magasin.



OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS\* EN UTILISANT CONJOINTEMENT  
VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.

\*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.





# FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAL

# L'erreur de M. Charest



apratte@lapresse.ca  
**ANDRÉ PRATTE**

La grogne contre le gouvernement de Jean Charest a atteint un sommet qu'on croyait inaccessible, selon le sondage SOM réalisé pour Radio-Canada publié la semaine dernière. Que s'est-il passé ? Certains diront que les électeurs réagissent au « démantèlement » du modèle québécois. D'autres diront qu'il s'agit surtout d'un problème de communication. Pour notre part, nous croyons que la situation actuelle résulte d'abord d'une erreur d'appréciation qu'a commise le premier ministre en arrivant au pouvoir. Selon le sondage SOM, le PQ recueille aujourd'hui 36 % des intentions de vote, l'ADQ ressuscite avec 29 %, et les libéraux ferment la marche à 27 %. Il est révélateur que ces chiffres ressemblent à ceux des sondages réalisés au début de la dernière campagne électorale. Le sursaut en faveur du PLQ, qui s'est matérialisé après le débat des chefs, s'est aujourd'hui complètement dégonflé.

### M. Charest a surestimé la solidité du mandat qui lui a été confié.

Cela devrait rappeler aux libéraux combien leur impopularité, en particulier celle de M. Charest, était profonde. Si les Québécois voulaient à coup sûr se défaire du gouvernement du Parti québécois, l'adhésion au Parti libéral résultait d'une conjoncture, non d'une tendance lourde. L'appui à la plateforme et à l'équipe libérales était donc aussi fragile que récent.

Le chef libéral a interprété sa victoire comme signifiant que les Québécois lui avaient confié la mission de « réinventer le Québec », de réaliser point par point son programme. On ne peut évidemment pas le contredire à ce sujet : le parti qui remporte la majorité des sièges à l'Assemblée nationale est bel et bien porteur d'une légitimité incontestable.

### M. Charest fait face aujourd'hui à un choix qui déterminera le sort de son gouvernement.

Cependant, M. Charest a surestimé la solidité du mandat qui lui a été confié. Ce faisant, il a choisi de foncer, en pariant que les mesures impopulaires seraient oubliées dans quatre ans. Pour toute explication, le premier ministre s'est contenté de répéter ad nauseam : « J'ai reçu un mandat le 14 avril. » Cela n'a convaincu personne.

S'il avait pris une plus juste mesure de la situation, M. Charest aurait pu adopter une autre stratégie. Profitant de sa toute nouvelle popularité du prestige de sa fonction, il aurait pu consacrer ses premiers mois au pouvoir à la consolidation de ses appuis. Il aurait pu continuer d'expliquer aux Québécois le sens de son projet, en faire un projet de société plutôt qu'une simple plateforme électorale, une vision positive plutôt que destructrice. Et il aurait pu, comme Lucien Bouchard avec le déficit zéro, faire des syndicats des partenaires, au moins quant à certains aspects de son plan.

Une telle approche, séductrice plutôt qu'autoritaire, n'aurait pas empêché les libéraux d'aller de l'avant avec les mesures que la population comprenait et était prête à appuyer. Pensons à la hausse des tarifs des garderies et à la fusion des accréditations syndicales dans le milieu de la santé. Par contre, des mesures mal comprises et mal ficelées

comme celles facilitant la sous-traitance auraient été abordées avec prudence et doigté.

L'ironie de tout cela, c'est justement que les Québécois ne s'opposent pas viscéralement aux politiques de ce gouvernement. Ils ne sont pas non plus particulièrement sympathiques aux centrales syndicales. En manoeuvrant mieux, en communiquant mieux surtout, les libéraux auraient pu faire passer l'essentiel de leur programme de début de mandat.

La semaine dernière, le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, a présenté un portrait cohérent et modéré de la stratégie économique du gouvernement. Il a rappelé, par exemple, que malgré les pertes colossales de la SGF, ses dirigeants « ont encaissé, en 2002, des bonis au rendement qui augmentaient leur rémunération de 45 % en moyenne. N'est-ce pas la plus belle illustration de la dérive d'un système visant à pousser à la limite les dépenses de l'État ? » Quel syndicat, quel groupe de gauche a protesté contre cette rémunération abusive ?

M. Audet a aussi été très clair sur un point crucial : « Le Québec doit continuer d'intervenir dans l'économie. » Les libéraux ne veulent pas démanteler le modèle québécois, ils veulent le rendre plus efficace et moins coûteux. Qui est contre ?

Plus que toute autre chose, les Québécois détestent le désordre. Sachant cela, les opposants aux libéraux, en particulier les syndicats, ont réussi à provoquer un climat de crise, misant notamment sur les peurs naturelles des gens relativement à la sous-traitance. Ils ont caricaturé ses politiques, tandis que les ministres libéraux étaient incapables de répliquer sans s'enfermer dans les lacets de leurs souliers.

Le premier ministre a pensé traverser l'automne en affichant une détermination sans faille. Beaucoup de gens ont pris cela pour de l'insensibilité et de l'arrogance. Les Québécois attendent de leur premier ministre qu'il se comporte comme un père de famille. Si la chicane éclate, on veut le voir au-dessus de la mêlée, calmer le jeu, trouver une issue en faisant preuve d'un subtil mélange d'autorité et de sagesse. Au cours de l'automne, M. Charest avait plutôt l'air du beau-père totalement indifférent à ce qui se passe dans la famille dont il a hérité.

Politicien d'expérience, M. Charest est convaincu qu'avec le temps la colère des Québécois se calmera.

Mais il n'y a pas que les calculs stratégiques qui comptent. Le virage que doit prendre le Québec pour dynamiser son économie et affronter les défis de l'avenir est à peine entrepris. Avec sept Québécois sur 10 qui s'opposent à son action, le gouvernement aura-t-il l'autorité morale et la crédibilité nécessaires pour mettre en oeuvre les autres changements qui s'imposent, notamment le recentrage de l'État ? Ce n'est pas certain.

Le mécontentement n'est pas que péquiste et syndical. Le sondage SOM laisse penser que, parmi les gens qui ont voté libéral le 14 avril dernier, 40 % sont désormais insatisfaits du gouvernement qu'ils ont porté au pouvoir. Presque la moitié des électeurs anglophones et allophones, une clientèle acquise aux libéraux, manifeste sa mauvaise humeur. Ce ne sont pas seulement les lobbies qui protestent, c'est le peuple.

M. Charest fait face aujourd'hui à un choix qui déterminera le sort de son gouvernement. Il peut se boucher les oreilles et continuer à suivre son plan en espérant que la tempête passe. Ou bien il peut se mettre à l'écoute des Québécois et s'efforcer de regagner le capital de sympathie qu'il a perdu depuis les élections générales. C'est cette dernière voie que nous privilégions. Et, à notre humble avis, le premier ministre doit l'emprunter sans attendre.

## LES USA : VERS UNE CONQUÊTE DU SYSTÈME SOLAIRE...



patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## DOCUMENT

# « Ce qui est en jeu ici est l'image de la justice »

**Nous publions un extrait du jugement rendu jeudi par le juge J. Fraser Martin, de la Cour supérieure, sur la demande d'arrêt de procédures présentée par l'avocat de l'animateur de radio Robert Gillet dans l'affaire de prostitution juvénile à Québec.**



Robert Gillet

Ce qui est en jeu ici est tout simplement l'image de la justice, une justice équilibrée pour toutes les personnes impliquées y compris le droit des accusés d'avoir un procès juste et équitable.

Des accusations ont été déposées dans le cadre d'un scandale. Une enquête portant sur les gangs de rue et la prostitution juvénile, au fur et à mesure qu'elle progressait, a révélé la participation de plusieurs hommes d'affaires jouissant d'une certaine notoriété dans la ville de Québec, y compris Gillet. Son arrestation a été soigneusement orchestrée pour et par les médias. Presque certainement avec la complicité ponctuelle du service de police de Québec.

Lorsque le portrait tracé par une enquête dévoile le spectre d'adolescents de sexe féminin recrutés à la prostitution et offrant leurs corps moyennant rétribution afin de rassasier les besoins sexuels d'adultes (surtout certains qui sont bien connus), il existe une concurrence de circonstances explosives qui mérite d'être gérée avec beaucoup de précaution. C'est un mélange susceptible d'enflammer les passions de la collectivité et il me semble que c'est la responsabilité des autorités, dans la mesure du possible, d'agir avec courage et d'essayer de désamorcer une explosion plutôt que de souffler sur le feu.

De la même manière, le Ministère public tenant compte de son rôle et de la grande mesure de discrétion qui lui est accordée, est dans l'obligation de s'assurer que les procédures sont acheminées avec tact, soin et en toute justice. Ce n'est certainement pas la perception de Robert Gillet et en regardant froidement la manière dont l'enquête a été conduite et la poursuite s'est déroulée, il est facile de comprendre son désillusionnement. Il a raison.

(...)  
 Après m'être penché sur le plaidoyer de M<sup>re</sup> (André) Vincent (le procureur de la Couronne), je suis d'avis que la décision de poursuivre les chefs impliquant NSG (l'une des présumées victimes) n'était aucunement motivée par la valeur ou la prépondérance de la preuve qui existait mais plutôt par

sympathie et empathie de notre système judiciaire envers les jeunes ou est-ce que ce n'est pas plutôt pour encourager NSG à témoigner malgré les réticences qu'elle avait exprimées ? Quelle que soit la réponse, les conséquences ne peuvent que contribuer à la perception que le Ministère public a perdu son sens de l'équilibre dans la cause sous étude.

NSG n'est pas une petite fille ou même un enfant, comme le prétend le procureur chef. C'est une adolescente. Sur la question de sa fragilité ou même la fragilité de quelque témoin que ce soit, je n'ai pas de commentaire à faire. Il est cependant injuste et faux de transmettre le message qu'une jeune personne n'est aucunement responsable, légalement ou moralement, pour ses actes et gestes.

(...)

### CONCLUSION

Je suis arrivé à la conclusion que l'enquête policière, en tout et pour tout, manquait l'objectivité voulue aux yeux d'une personne raisonnablement informée des normes régissant une telle enquête policière et qui est au courant des balises établies par les tribunaux en rapport avec une telle enquête.

J'arrive à la même conclusion en rapport avec la manière dont la poursuite a été menée par les substituts du procureur général. Robert Gillet, comme toute personne accusée, a droit à un traitement équilibré des mains du Procureur général et de ses substituts. Je concède qu'il y a d'autres facteurs qui alimentent un sentiment de parti pris chez Robert Gillet mais qui ne sont aucunement attribuables au Procureur général. Il est presque impossible de faire la distinction entre les conséquences de ces événements et les gestes de la poursuite mais je ne peux que conclure que Gillet a réussi à démontrer qu'il n'a pas été traité équitablement comme c'est son droit en vertu de la Charte.

### LE MOYEN REMÉDIATEUR

Le remède en l'espèce cependant n'est aucunement un arrêt des procédures. C'est une mesure qui a été qualifiée de draconienne et qui est réservée pour les plus manifestes des causes. Les décisions de nos tribunaux supérieurs à cet effet sont unanimes et péremptores. Ni de près ni de loin cette cause tombe dans cette catégorie. Je suis d'accord avec le procureur chef, que le déplacement de ces procédures à Montréal est susceptible d'assurer un procès juste et équitable et que le remède approprié a déjà été accordé.



# Il y a aussi des patients satisfaits...

**ROGER CARDINAL**  
*L'auteur est réalisateur et habite à Boucherville.*

Il y a quelques semaines, sur les conseils de mon médecin, je me suis présenté aux urgences du centre hospitalier Pierre-Boucher de Longueuil.

Arrivé vers 14 h, j'ai été immédiatement inscrit à la réception de l'hôpital. Une infirmière m'a interrogé et a vérifié mes signes vitaux d'une façon courtoise, compétente et avec humour.

Et pour la première fois, je découvrais (avec une certaine appréhension) la salle d'attente des urgences d'un hôpital de la région de Montréal. Contrairement à la rumeur, pas de patients traînant dans les corridors, ni de cohue, ni d'attente inutile et, curieusement, sur six personnes que j'y croise, deux sont des vedettes connues du monde du spectacle : une chanteuse à la tignasse rousse et un humoriste bien portant. Par déformation professionnelle, je me croyais à un casting.

L'attente a duré à peine 30 minutes avant qu'on l'on me dirige vers l'une des salles d'évaluation où une jeune et sympathique docteure m'a reçu. Elle est coordonnée, et surtout très attentive à la description de mes symptômes. Avec sourires et explications, elle me fait installer sur une civière où un soluté et Grivol me sont installés. Puis suit une batterie de tests : prise de sang, électrocardiogramme, radiographie pulmonaire par un personnel bien ordonné, souriant, chaleureux, où chacun me donne l'explication pertinente. On ne me laisse pas dans l'ignorance et l'incompréhension. Non seulement me sécurise-t-on, mais on me donne l'heure juste, ce qui me permet de connaître ma condition.

Puis la rencontre décisive avec le chirurgien de garde, le Dr Pierre Jetté, qui sans ambages me déclare que je suis son prochain « client » sur la table d'opération. Une fois le choc initial passé, il m'explique avec menus détails les implications d'une opération à l'abdomen. Son style est direct, sans faux-fuyants, et ses propos sont dits sur un ton où presque tout se joue au deuxième degré. Il est non seulement spiri-

tuel, mais aussi sarcastique, mentionnant certaines méthodes d'intervention anciennes. Le Dr Jetté est un personnage sympathique à la personnalité attachante. Il me donne les raisons de sa décision de m'opérer en priorité. Une fois les enjeux connus, il me laisse quand même prendre la décision finale.

Au bloc opératoire, l'anesthésiste, le Dr Chouinard m'explique calmement et en termes très clairs quelles sont mes options pour m'endormir. Il me présente le menu et entérine mon choix. À la barre, comme un capitaine au long cours, la présence de Dr Jetté est des plus rassurantes.

Ma découverte du bloc opératoire a été impressionnante. J'ai eu l'impression d'entrer dans une cathédrale. L'endroit est vaste et étrangement silencieux ; tout respire le calme, voire la sérénité.

À la salle de réveil, à l'heure prédite, je n'ai aucun souvenir de l'intervention. L'anesthésiste veille sur moi, l'équipe infirmière m'entoure et le « capitaine » me fait un geste de victoire de son pouce droit.

Au 6<sup>e</sup> Sud, où j'étais attendu, l'armée d'infirmières, d'auxiliaires et de préposées s'active autour de moi dans un ballet parfaitement synchronisé. La gentillesse et la douceur continuent de régner en maître. Chaque geste médical m'est expliqué avec le sourire.

Au cours de la nuit et des jours qui suivent, je suis monitorisé, perfusé, tenu confortable. La nuit, le personnel de garde a quelque chose d'irréel. Tout se fait en le silence à la lueur d'une lampe de poche. J'ai l'impression d'être sur un plateau en train de tourner une scène d'hôpital et je me retiens pour ne pas crier : **COUPEZ !**

Seul dans la nuit, je réfléchis sur les bienfaits d'une hospitalisation au Québec.

Contrairement à la rumeur, je n'ai pas attendu inutilement pendant des heures et je n'ai pas fait de séjour dans un corridor et je n'ai rencontré personne de distant, froid ou hargneux.

Monsieur le ministre de la Santé, il y a parmi nous des bénéficiaires satisfaits et heureux à la suite de leur hospitalisation. Évidemment, la critique tonne davantage sur la tribune populaire que la satisfaction et la reconnaissance.



Le patient Roger Cardinal en compagnie de son chirurgien, le Dr Pierre Jetté

PHOTO ROBERT NADON, LA PRESSE

## Cruel de mettre un enfant au monde?

**JEAN-RENÉ THUOT**  
*L'auteur habite à Laval.*

Le monde d'aujourd'hui est-il vraiment si pire, si cauchemardesque ? Ou est-ce nous qui de la diabolisons ? Les gens qui vivaient il y a 100 ans trouvaient eux aussi que tout allait trop vite, que la modernité était abrutissante, que la société n'allait nulle part, que les bonnes moeurs se perdaient.

Qu'entendrait-on si on pouvait demander à nos ancêtres si c'était une bonne chose de mettre des enfants au monde il y a 100 ans, quand on faisait travailler les enfants dans des usines à Montréal ? Ou pourquoi ne pas demander aux mères palestiniennes d'aujourd'hui ce qui les fait croire que ça vaut la peine de donner la vie ? Même questionnement probablement pour les humains qui vivaient il y a 500 ans.

D'accord, chaque société ayant foulé le sol de la Terre a de tout temps été régie par un ensemble de codes, de règles de conduite, d'interdits qui télescopaient son comportement de copulation. Toujours, je crois qu'il est possible de se reproduire en tant qu'espèce en marge des codes qui régissent la majorité dans la société : en s'interrogeant au premier chef sur le fondement même de la reproduction humaine, de la vie humaine sur Terre. Car de par sa nature, l'homme a toujours remis et doit remettre en question tout ce qui le concerne. Et pourtant, combien sommes-nous à donner la vie à un être humain sans comprendre ce qui nous y pousse ? Voilà un constat à tout le moins étonnant.

Ces rationalisations étalées, je crois que la reproduction est d'abord une affaire de confiance : confiance en le monde qui nous entoure et en l'avenir que nous bâtissons aujourd'hui. Si nous croyons en l'orientation positive de notre destin d'humain, les bases de la reproduction émergent. Rien ne nous permet de croire que le début de la fin est arrivé pour nous, humains que nous sommes. Tout dépend encore de ce que nous sommes prêts à faire du présent qui nous occupe ; nous avons entre nos mains un certain pouvoir sur le visage du monde de demain.

Forts d'une telle réflexion de départ, comment ne pas militer en faveur de la vie ? Car le fondement même du passage d'un humain sur la Terre, si insaisissable et impénétrable soit-il, n'est-il pas autant excitant que mystérieux ? Et cette excitation, cette fébrilité de vivre sur une planète quelque part dans un système solaire « X » pour une raison inconnue, n'est-elle pas suffisante dès le départ pour nous donner le goût d'y prendre part, de quelque façon que ce soit ?

Dans cette optique, la vie humaine se présente alors comme un privilège, ou un cadeau à tout le moins. Nos parents nous ont donné la chance de nous mouvoir dans ce monde, dans cette société qui nous entoure ; ils nous ont donné la chance de participer à cette longue chaîne de vie, à cette aventure humaine interminable, avec ses hauts et ses bas, ses joies et ses peines, ses chauds et ses froids, ses amours et ses rancœurs. En nous mettant au monde, tout simplement.

En nous donnant la vie, nos parents ne nous ont offert ni le bonheur, ni le malheur : ils nous ont plutôt fait le cadeau inestimable d'une grande aventure, ou d'une « belle histoire », comme l'a proposé Claude Lelouch. Le *Petit Robert* donne cette définition de l'aventure : « Un ensemble d'activités, d'expériences qui comportent du risque, de la nouveauté, et auxquelles on accorde une valeur humaine ».

C'est une aventure où il n'y a pas vraiment de problèmes, mais plutôt des obstacles : au même titre qu'un jeu vidéo, il faut contourner ces obstacles du mieux qu'on peut, avec les outils disponibles et les ressources que nous possédons. La plus merveilleuse des qualités de l'être humain n'est-elle pas cette capacité à tourner un désavantage en avantage ? Et au sortir de ce parcours unique à chacun, tous auront eu la possibilité de vivre des sensations de toutes sortes, tantôt exaltantes, tantôt tristes, tantôt joyeuses.

En tant que parents, notre rôle est d'outiller et d'encadrer nos enfants pour qu'ils puissent profiter au maximum de cette aventure qu'est la vie ; les outiller pour qu'ils soient en mesure d'affronter les obstacles qui se présentent, mais aussi apprécier à leur juste valeur les moments réjouissants. (...)

## C'est le prof qui fait la différence!

**LIANE BÉNARD**  
*L'auteure réside à Deux-Montagnes.*

C'est le professeur qui fait la différence. J'en suis désormais convaincue.

Nous avons vécu une année difficile. Mon fils, appelons-le Édouard, a tout d'abord été diagnostiqué hyperactif l'an dernier. Au cours de l'été, ses crises de rage, son opposition fréquente, ses troubles d'attention, ses obsessions et ses manies ont fait dévier le diagnostic vers un autre moins courant et plus compliqué : le syndrome de Gilles de la Tourette. C'est donc pleins d'appréhension que nous entrevoyions son entrée à la maternelle. Édouard n'a que 5 ans. L'année ayant aussi été pour nous un désastre financier, nous avons dû renoncer à l'école privée pour nous tourner vers l'école publique dont nous doutions beaucoup. Avec ce qu'on entend depuis plusieurs années, nous

### Aujourd'hui, et après deux ans sans avoir voulu toucher un crayon, Édouard dessine. Partout!

étions en droit d'être craintifs ! Nous avons aussi tenté d'obtenir une dérogation de la commission scolaire nous donnant le droit d'envoyer notre fils à l'école du quartier. Nous n'avons jamais eu de réponse.

Nous avons donc été contraints d'envoyer Édouard à l'école du coin, soit l'école Sauvé de Deux-Montagnes, une grande et grosse école avec beaucoup d'élèves. Elle ne semblait pas adaptée pour notre fils ayant des besoins particuliers. De plus, le stress et l'anxiété grandissant chez lui, il ne voulait tout simplement pas aller à l'école, convaincu qu'il ne serait jamais capable d'apprendre quoi que ce soit. Nous avons tergiversé quelques jours avant de décider de parler de sa maladie à la direction et au professeur. Certains nous recommandaient de le faire, d'autres nous le déconseillaient totalement. Comme il n'a pas de tics apparents, il aurait été facile de le cacher et nous craignons que de le dire lui porte préjudice. Mais son anxiété et ses obsessions nous ont persuadés qu'il fallait en parler. Quelle sage décision

nous avons prise ! Et pour l'école, nous nous étions trompés. Beaucoup d'écoute de la part de tous : de la direction, du service de garde... Et son professeur, madame Luneau, prend très au sérieux le trouble d'Édouard. Elle nous appelle, nous convoque lorsque c'est nécessaire, non pas pour guérir, mais pour prévenir lorsqu'une situation semble se diriger vers quelque chose qui pourrait dégénérer. Elle tente aussi des trucs pour faire dévier des manies indésirables et sait faire la part des choses entre ce que notre fils peut et ne peut pas contrôler. Aussi, elle applique certaines techniques apprises d'une ergothérapeute pour aider notre enfant dans sa motricité fine, bien tenir son crayon, par exemple. Elle s'implique comme le faisaient autrefois certains professeurs passionnés et soucieux de leur travail d'éducation. Et ce sans que les autres enfants de la classe en souffrent ! Elle le fait naturellement.

Et pour avoir beaucoup lu sur un forum consacré au syndrome, nous savons que ce n'est pas la norme. Des histoires d'horreur de professeurs qui nient ce trouble neurologique, qui affirment que l'enfant est mal élevé et que ses comportements déviants ne sont que des caprices, qu'il doit être placé, toutes ces idées toutes faites sont plus courantes.

Aujourd'hui, et après deux ans sans avoir voulu toucher un crayon, Édouard dessine. Partout ! Il faut maintenant l'arrêter. Il adore l'école et est convaincu qu'il saura bien vite lire et écrire. Bravo, madame Luneau ! Vous êtes encore toute jeune, mais nous espérons que rien ni personne ne saura éteindre la passion qui brûle en vous, pas même le temps et les désillusions. Bravo, madame Luneau, et merci pour l'amour et la tendresse que vous portez à vos enfants. Tout ce que nous pouvons faire maintenant, c'est de croiser les doigts pour que les années prochaines nous apportent un aussi bon titulaire afin qu'Édouard puisse aimer toujours autant l'école. C'est important. Après tout, c'est son avenir qui en dépend. Juste ça. Je vous présente mes meilleurs voeux et souhaite que la magie de Noël que vous avez toute l'année durant dans votre cœur y demeure à tout jamais.

## VOTRE ÉDITORIAL

# Progrès médical et tolérance

*Vous avez un point de vue à exprimer sur un sujet d'actualité ? Vous pouvez maintenant nous proposer VOTRE éditorial. Notre adresse : forum@lapresse.ca*

**GUY POTHIER**  
*L'auteur demeure à Laval.*

La médecine a fait beaucoup de progrès depuis l'apparition du VIH au début des années 80. De situation de crise, d'analyse et d'information du public, nous sommes passés peu à

peu à une certaine tolérance face aux personnes vivant avec le VIH. Jamais une entreprise demanderait un test VIH lors de l'embauche, et c'est bien ainsi.

Je suis homosexuel et je vis avec mon conjoint depuis 14 ans. Notre couple est sérodiscordant, ce qui signifie que l'un d'entre nous est séropositif... depuis 20 ans. Cette situation était connue de nous deux dès le début de notre relation. Ça ne nous a pas empêchés de nous engager ensemble pour la vie.

Autour de toute cette controverse, je veux simplement souligner le fait qu'une simple décision peut être lourde de conséquences. Juste à voir le nombre de réactions, vives pour certaines, j'ai peur de l'intolérance qui pourrait renaître.

La décision de M. Turcotte est représentative, en préchant l'amour, la charité et la tolérance par une décision intolérante. La médecine a fait beaucoup de progrès. Maintenant, les gens ont une bonne qualité de vie et vivent très longtemps avec le VIH.

Le recteur du Grand Séminaire a tenu des propos blessants en déclarant que les homosexuels ont plus de difficultés à vivre leur chasteté. J'aimerais voir les études qui soutiennent cette affirmation.

Somme toute, cette controverse provient des déclarations de M. Turcotte et du recteur du Grand Séminaire, mis ensemble. Il serait impératif pour M. Turcotte de rappeler son recteur à l'ordre avec une rétractation de sa part.

Également, M. Turcotte pourrait nuancer ses propos en mentionnant que le test de VIH ne sera pas demandé mais offert comme libre choix.

Les Éditions du Boréal sont heureuses d'offrir à l'éditorialiste invité de cette semaine une sélection de livres de son catalogue.





## MONDE

## Troublant attentat en France

La voiture du premier préfet Maghrébin de l'histoire explose



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

## PARIS

Les événements en question ne sont pas de même nature mais, indéniablement, ils tournent autour de la même question: l'immigration (essentiellement maghrébine) en France.

Samedi après-midi, à Paris, Lille ou Marseille, des milliers de manifestants protestent contre le projet de loi interdisant « tout signe religieux ostensible » à l'école publique.

Environ 12 heures plus tard, à 4 h 30 du matin précisément, une forte charge explosive placée sous l'aile avant droite de la voiture d'un certain Aïssa Dermouche, garée dans une rue paisible d'un quartier résidentiel de Nantes, la détruit complètement. Or, Aïssa Dermouche, 57 ans, directeur d'une prestigieuse Grande École de commerce, est également le premier « préfet issu de l'immigration » nommé par le gouvernement français, à la suite du souhait formulé à la fois par le président Jacques Chirac et par son remuant ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy.

Une décision symbolique importante: une fonction essentiellement pour fonction de représenter l'État dans les 95

départements français et de garantir « l'égalité républicaine », les préfets occupent sans doute l'échelon le plus élevé de la haute fonction publique.

Par chance, à cette heure de la nuit, l'attentat contre Aïssa Dermouche n'a pas fait de victime malgré la puissance de la charge. Mais les enquêteurs tentent maintenant de savoir si la bombe était bien programmée pour exploser en pleine nuit ou si elle devait exploser au démarrage de la voiture.

Selon les premières constatations de la police, il ne s'agit en aucune manière d'une agression commise par des amateurs: « Ce n'était pas, par exemple, un cocktail Molotov lancé au passage, explique un commissaire de police, mais bien un engin explosif puissant placé sous le capot de la voiture. Comme celle-ci avait été garée un peu au hasard dans une rue du quartier, cela suppose également que le préfet Dermouche avait été pris en filature. »

Plus troublant encore: cet attentat, préparé avec un certain soin, a eu lieu moins de quatre jours après la nomination de M. Dermouche comme nouveau préfet du Jura, mercredi dernier en Conseil des ministres.

Une nomination hautement politique, et qui intervenait dans un contexte de tension au sujet de l'immigration de la population d'origine maghrébine et musulmane. Une tension cristallisée autour du projet de loi sur le voile à l'école, qui mobilise, à divers degrés, les secteurs les plus radicaux ou intégristes de l'islam français. En France, la plupart des

observateurs estiment, sans disposer de données très précises, que, parmi ces 5 millions de Français « d'origine musulmane », les pratiquants assidus constituent une minorité et les véritables intégristes, une minorité encore moins importante. Mais ils sont extrêmement actifs, et les organisations islamistes trouvent un écho favorable dans les banlieues « difficiles » des grandes villes.

Résultat le plus patent de cet activisme: au printemps dernier, le même Nicolas Sarkozy, justement pour essayer de faire barrage à l'intégrisme, avait mis sur pied un Conseil représentatif des musulmans de France, et c'est une organisation officielle mais plutôt intégriste, l'UOIF, qui avait remporté une victoire écrasante lors de la consultation qui avait eu lieu. Inamovible recteur de la mosquée de Paris, le notable modéré Dalil Boubakeur avait obtenu deux fois moins de voix que l'UOIF. À peu près en même temps, on assistait à la spectaculaire ascension d'un prêcheur islamique nouveau genre, Tariq Ramadan, très raffiné mais proche de l'intégrisme. De manière directe ou diffuse, ces mouvements islamistes sont bien entendu opposés à la loi sur le voile et accusent le gouvernement d'« islamophobie » et de discrimination.

C'est dans ce contexte que, en décembre dernier, Nicolas Sarkozy — toujours lui — a voulu envoyer un signal fort en direction de cette population immigrée: il y aurait tout prochainement « un préfet musulman » nommé à la tête d'un département français. Expression discutable, aussi-

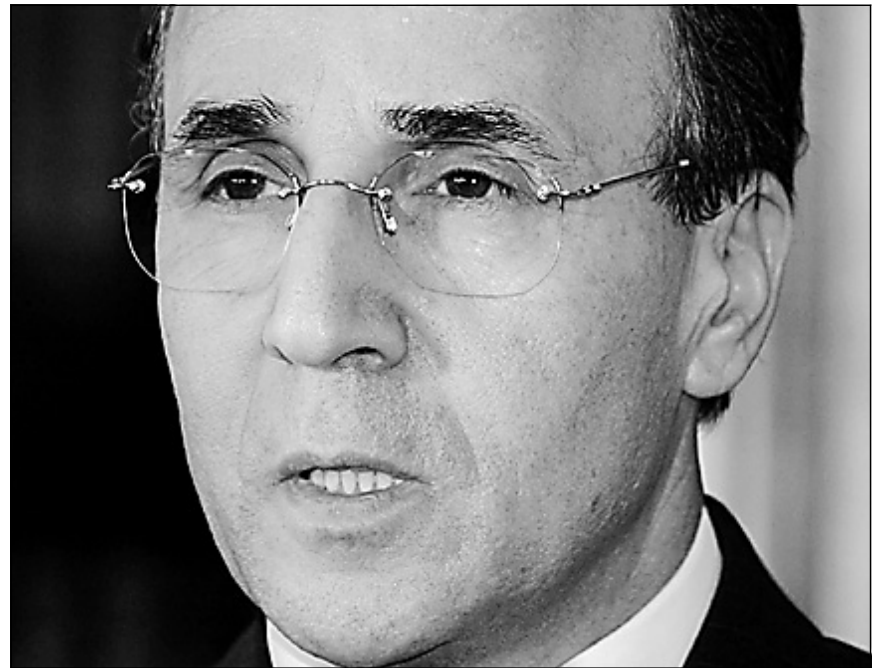


PHOTO AFP

Aïssa Dermouche, 57 ans, d'origine algérienne, premier préfet maghrébin de l'histoire de France.

tôt corrigée par le président Chirac, qui parlait d'un « préfet issu de l'immigration ». Et c'est mercredi dernier qu'on annonçait officiellement la nomination d'Aïssa Dermouche, Franco-Algérien né en 1947 en Kabylie et arrivé à Paris à 18 ans pour faire un brillant parcours universitaire. L'exemple même de l'intégration réussie et de la « méritocratie » républicaine. Il y a fort à parier que le nouveau préfet n'est pas un chaud partisan du hijab à l'école, et on suppose qu'il n'est pas non plus un héros pour les islamistes radicaux.

Autre figure emblématique de l'im-

migration, l'ancien président de SOS Racisme, Malik Boutih, aujourd'hui membre de la direction du Parti socialiste, a déclaré hier en fin de journée, à propos de cet attentat non revendiqué: « L'islamisme et l'extrême droite se nourrissent mutuellement... » Effectivement on reste dans le brouillard: les auteurs de l'attentat sont-ils des gens d'extrême droite qui réprovent la nomination d'un « immigré »? Ou bien des intégristes qui considèrent Aïssa Dermouche comme un traître et un « collabo »? Autour du débat sur le voile, le climat s'alourdit.

## LE TOUR DU GLOBE

PAKISTAN

## Terroristes arrêtés

Sept personnes, cinq hommes et deux femmes, ont été interpellées hier à l'aube lors d'un raid des forces de l'ordre à Karachi (sud du Pakistan), au cours duquel des armes ont également été saisies, a-t-on appris de sources officielles. Selon un responsable des services de renseignement s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, il s'agit de deux Égyptiens et trois Afghans. Les nationalités des femmes, arabes, n'ont pas été précisées. « Les informations dont nous disposons indiquent qu'il s'agit de membres d'Al-Qaeda. L'un est un homme reconnu », a expliqué à l'Associated Press le ministre de l'Information Sheikh Rashid Ahmed, sans préciser son rang dans l'organigramme du réseau terroriste. *d'après AP*

DAVOS

## Le Pérou absent

Le président péruvien a renoncé à participer à la 34<sup>e</sup> réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos en Suisse en raison de la situation politique intérieure délicate dans laquelle il se trouve. Le chef de l'État a pris cette décision pour « des raisons liées à l'attention (qu'il doit porter) aux questions de politique interne et à la lutte contre la corruption », a indiqué hier le secrétariat de la présidence dans un communiqué. Samedi, le président péruvien avait demandé à tous les responsables politiques représentant le gouvernement à l'intérieur du pays de démissionner pour que leur gestion soit examinée. Ils seront remplacés au cas où ils auraient commis des irrégularités. La mesure concerne 35 000 préfets, sous-préfets, gouverneurs et gouverneurs-adjoints, selon le ministère de l'Intérieur. *d'après AP*

## Haïti Aristide harcelé



PHOTO AP

Un manifestant haïtien hurlait, hier, à Port-au-Prince, contre le contrôle de la radio par le pouvoir. Il faisait partie de 4000 manifestants qui réclamaient le départ du président Aristide et qui furent accueillis par des pierres.

## Le forum social de Bombay dénonce la militarisation

NEELESH MISRA ASSOCIATED PRESS

BOMBAY — Des militants pacifistes venus du monde entier, et notamment d'Irak, ont dénoncé hier à Bombay la lutte engagée par le président américain George W. Bush contre le terrorisme, alors que les altermondialistes présents au Forum social mondial (FSM) se penchaient sur les problèmes de guerre et de militarisme.

Les deux premières journées du FSM, qui a débuté vendredi dans une banlieue de Bombay, la capitale économique de l'Inde, ont été centrées sur les multinationales et la dette extérieure des pays pauvres.

Mais hier, les séminaires et les conférences organisées avaient un autre objectif: créer des liens entre les mouvements pacifistes du monde entier dans leur lutte contre le militarisme, en s'intéressant particulièrement aux récentes guerres menées par les États-Unis.

« Si les Nations unies doivent survivre, les pays doivent tenir tête aux États-Unis », a déclaré l'ancien secrétaire américain à la Justice, Ramsey Clark. « Si les États-Unis dominent les Nations unies comme ils l'ont fait dans le passé, il n'y aura de sécurité pour personne. »

Le message du forum, c'est que la guerre ne peut pas être tolérée, a ajouté Ramsey Clark.

Plusieurs participants souhaitent qu'avant la fin du forum, mercredi, des solutions pacifiques et diplomatiques soient proposées. « Le chemin pour construire un monde socialement juste est difficile », a reconnu Nguyen Thi Binh, ancien

vice-président du Vietnam. Se mêlant aux danseurs de folk et aux manifestants brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire des slogans anti-capitalistes, des militants distribuaient des prospectus annonçant la tenue de réunions sur les problèmes de l'Afghanistan et de l'intervention américaine en Irak.

« Il faut une stratégie claire contre l'occupation de l'Irak », a assuré l'activiste irakien Amir Al Re-kaby. « Il est possible de combattre l'occupation américaine (...) Nous devons nous donner les outils pour le faire. » Il a demandé aux délégués d'aider l'élaboration d'un plan destiné à mettre fin à la « domination de l'Amérique en Irak ».

Les caricatures de M. Bush étaient très appréciées par les altermondialistes qui ont défilé hier à Goregaon, dans la banlieue nord de Bombay où se tient le forum, en criant: « Un autre monde est possible. Arrêtez la guerre. »

Dans des magasins, on pouvait acheter des stylos, des badges et d'autres souvenirs, avec des représentations indécentes du président américain. Il était même présenté de manière satirique dans des spectacles de rue.

Le forum, organisé pour la première fois en dehors du Brésil, rassemble quelque 100 000 militants altermondialistes, syndicalistes, hommes politiques et intellectuels venus du monde entier.

Ce forum a été créé en réaction au Forum économique de Davos, qui doit s'ouvrir mercredi en Suisse en présence d'hommes d'affaires et d'hommes politiques.

## Le « coup de sang » d'un ambassadeur d'Israël

DAN PERRY ASSOCIATED PRESS

JÉRUSALEM — Signe du fossé croissant entre l'Europe et Israël, l'attitude de l'ambassadeur de l'État hébreu en Suède s'en prenant physiquement à une oeuvre d'art qui glorifiait, selon lui, les auteurs d'attentats suicide, a reçu hier un large soutien en Israël. Et suscitait la réprobation en Suède.

Vendredi soir, l'ambassadeur a vandalisé une oeuvre d'un artiste né en Israël, Dror Feiler: un petit bateau transportant une photo

d'Hanadi Jaradat, une kamikaze du Jihad islamique, flottant sur un bassin rectangulaire à l'eau teintée de rouge. La jeune femme avait entraîné dans la mort 21 personnes le 4 octobre dernier à Haïfa.

Le « coup de sang » de Zvi Mazel, filmé par les caméras de sécurité du Musée des antiquités de Stockholm, a déclenché des débats sur la liberté de l'artiste et... sur le comportement mesuré qu'on est en droit d'attendre d'un diplomate.

Mais pour Mazel lui-même, ces questions sont bien secondaires

par rapport à la recrudescence de l'antisémitisme en Europe. L'exposition de l'oeuvre incriminée « était le point culminant de dizaines d'événements anti-israéliens et antisémites en Suède », a déclaré le diplomate à l'agence Associated Press.

« Quand vous ne protestez pas, ça devient de pire en pire. Il fallait y mettre un terme, d'une manière ou d'une autre, même en sortant de l'attitude compassée du diplomate ».

Le débat fait rage depuis longtemps sur le fait de savoir où s'ar-

rête la critique légitime d'Israël ou des actions de son gouvernement, et où commence l'antisémitisme.

Mais ce dernier épisode a touché la corde sensible en Israël, où beaucoup estiment que les étrangers justifient souvent les attentats-suicides palestiniens contre des civils israéliens.

Sur la vidéo des services de sécurité, on voit l'ambassadeur tirer des câbles électriques pour éteindre les lumières éclairant « Blanche-Neige et la folie de la vérité », puis jetant un spot d'éclairage sur le bateau. Avant d'être expulsé, il a lan-

cé que la kamikaze avait « assassiné 21 de (ses) frères et soeurs ».

Sharon approuve

L'incident a fait la une des médias en Israël et en Suède, et valu à l'ambassadeur un coup de téléphone de soutien d'Ariel Sharon, doublé d'une déclaration sans équivoque en conseil des ministres: le premier ministre a dit avoir remercié Zvi Mazel pour « la force avec laquelle il fait face à la montée de l'antisémitisme », et lui avoir « dit que la totalité du gouvernement le soutenait ».